INDUSTRIE DES MÉTAUX FERREUX

Un marché frappé par le monopole

Le premier salon national dédié à l'industrie des métaux ferreux, Expofer, a ouvert hier ses portes au Palais des expositions des Pins Maritimes à Alger. L'événement a regroupé 37 opérateurs, publics et privés.

Venus des quatre coins du pays, les investisseurs privés se sont longuement plaints du monopole imposé par certains importateurs des métaux ferreux.

Le problème des prix, jugés trop élevés, ainsi que le délai de livraison de la matière première qu'est l'acier dans ses différentes variétés, freinent énormément le développement des entreprises privées.

Ces dernières perdent ainsi des marchés juteux au profit de firmes étrangères dont la qualité des produits fournis laisse parfois à désirer.

Certains exposants ont d'ailleurs interpellé le représentant du ministère de l'Industrie et de la Promotion des investissements, Hamoud Benhamdine, venu inaugurer ce salon qui durera jusqu'au 21 de ce mois. Grand absent de cette exposition, le géant indien de l'industrie métallurgique, qui a acquis le complexe industriel d'El Hadjar d'Annaba, Arcelor-Mittal Algérie, est en partie mis en cause dans le problème du manque des métaux ferreux, nécessaires pour l'industrie du bâtiment, l'industrie navale et agricole.

Le représentant d'une entreprise spécialisée dans la fabrication de la carrosserie industrielle a affirmé que ses commandes attendent parfois quatre mois avant d'être satisfaites.

Un fabricant d'équipements électroniques, installé à Chlef, a soulevé lui aussi le problème de la disponibilité de la matière première et la concurrence déloyale de certaines firmes.

«Nous sommes contraints chaque fois à nous alimenter chez d'autres fournisseurs que celui du complexe d'El Hadjar à des prix trois à quatre fois plus élevés», déclare le représentant de cette entreprise qui emploie plus de 80 personnes.

Photo : DR.

Les entreprises privées lésées.

Le chef de cabinet du ministre de l'Industrie, M. Benhamdine, a reconnu pour sa part le problème de la réticence des banques algériennes à accorder des prêts aux opérateurs privés, les taux élevés des tarifs douaniers et le manque du foncier industriel en Algérie. Les lenteurs bureaucratiques freinent l'essor des petites entreprises qui se voient incapables de se développer.

Le fossé existant entre le domaine de l'industrie et celui de la recherche en le domaine n'est pas en reste dans ce retard. Il a toutefois appelé les participants au salon Expofer à s'organiser dans des associations professionnelles afin de pouvoir faire face aux problèmes rencontrés quotidiennement.

Il a rappelé, par ailleurs, que les portes de son ministère restent ouvertes aux sollicitations des opérateurs économiques qui voudraient participer à la relance du secteur de l'industrie dans le pays.

Lyès Menacer

9 MILLIARDS DE DOLLARS POUR MODERNISER LES RAFFINERIES

Objectif : 50 millions de tonnes de brut raffiné par an d'ici à 2014

L'Algérie ambitionne de porter ses capacités de raffinage de pétrole brut à 50 millions de tonnes par an à l'horizon 2014. Un vaste programme de modernisation des installations existantes ainsi que la construction de nouvelles raffineries ont été engagés à cet effet pour un coût global de plus de 9 milliards de dollars sur les quatre prochaines années. Il s'agit dans un premier temps de moderniser les trois raffineries de la Société nationale de raffinage de pétrole (Naftec), d'Alger, d'Arzew et de Skikda au cours des quatre prochaines années.

Lotfi Mérad - Alger (Le Soir) - Rencontré hier en marge des travaux de la première conférence internationale sur le raffinage du pétrole ouverte à Alger, le président-directeur général de Naftec, Akli-Remini, a indiqué que «les contrats relatifs à ces projets de modernisation seront signés début juillet pour la raffinerie d'Arzew, à la fin de l'année pour celle de Skikda et avant la fin du premier trimestre de l'année prochaine pour la raffinerie d'Alger».

Selon Akli Remini, ce plan de modernisation permettra d'augmenter les capacités de raffinage à 27 millions de tonnes par an en 2012 contre 22 millions actuellement, pour atteindre à l'horizon 2014 une capacité de raffinage de 50 millions de tonnes par an représentant 50% de la production nationale de pétrole brut destiné au raffinage.

Cela grâce notamment à la construction de trois nouvelles raffineries. L'une à Tiaret d'une capacité de production de 15 millions de tonnes par an, la deuxième à Skikda pour la production du condensat avec un production annuelle de 5 millions de tonnes et une autre à Adrar de 600 000 tonnes par an.

De l'avis de certains experts, l'activité de raffinage est considérée comme le parent pauvre de la longue chaîne du secteur des hydrocarbures. Pour Jean-Pierre Favennec, professeur à l'Institut français du pétrole, l'investissement dans les raffineries comporte des risques certains contrairement à la branche exploration et production du pétrole à la fois sûre et rentable.

Photo : DR.

Augmenter les capacités de raffinage à 27 millions de tonnes par an.

Il citera dans ce sens plusieurs facteurs qui freinent la construction de nouvelles, raffineries à travers le monde, notamment les marges volatiles, pour qu'une nouvelle raffinerie soit rentable, la marge minimale doit être de 10 dollars par baril de pétrole raffiné. A ces deux facteurs, il faut ajouter les incertitudes sur la disponibilité du pétrole brut dans le futur.

Devant cet état de fait, Jean-Pierre Favennec soutient que les prochaines raffineries seront concentrées en Asie et dans les pays du Golfe.

Contrairement à la production de pétrole brut, les capacités de raffinage ont connu une stagnation ces trente dernières années au niveau de 85 millions de barils par jour. Ainsi, les capacités de production sont encore supérieures aux capacités de raffinage. Néanmoins, Jean-Pierre Favennec n'écarte pas une situation de surcapacité de raffinage si les réserves de pétroles venaient à s'épuiser.

Dans le continent africain, il existe 44 raffineries dont la moitié en Afrique du Nord et 12 en Afrique de l'Ouest et du Centre. Sur 17 pays disposant de raffinerie 12 n'ont qu'une seule installation.

L. M.

ENVIRONNEMENT ET COOPÉRATION EURO-MÉDITERRANÉENNE

Le COPPEM souhaite avoir une représentation à Alger

Le Comité de partenariat euro-méditerranéen des pouvoirs locaux et régionaux (COPPEM) souhaite installer une antenne a Alger, c'est ce qu'à déclaré, hier, M. Motta Carmelo, secrétaire général de cet espace.

Le COPPEM représente 37 pays comme il est constitué de communes, ONG, gouverneurs, en somme les représentants de collectivités locales et de la société civile des pays membres. Issu du processus de Barcelone ou partenariat euro-méditerranéen, le COPPEM rappellera son représentant, œuvre à faire pression sur les décideurs pour faire avancer le processus et de faire aboutir ses objectifs.

C'est dans les domaines de l'environnement et de la bonne gouvernance qu'ont intervenu, hier, les représentants du COPPEM lors d'un colloque organisé par le forum algérien pour la citoyenneté et la modernité.

Selon M. Sbia Noureddine, président du forum, ce dernier est membre de l'espace COPPEM et en assure même la vice-présidence.

«Nous participons aux différentes activités et nous voulons montrer que l'Algérie est sensible aux problèmes de l'environnement et contribue à l'effort mondial de préservation du cadre de vie», a déclaré M. Sbia précisant que l'Algérie a été parmi les derniers pays à rejoindre la COPPEM en 2005.

Concernant l'ouverture d'un bureau de la COPPEM à Alger, M. Sbia notera qu'un dossier a déjà été déposé auprès des autorités concernées. «Nous souhaitons obtenir un accord le plus rapidement possible», soulignera l'intervenant.

Par ailleurs le colloque organisé, hier, vise selon ses organisateurs, «à soumettre au débat et à la réflexion la problématique de l'environnement et du développement durable ainsi qu'à rappeler la pertinence, les enjeux aux plans national et international en vue de tirer tous les enseignements utiles à une bonne gouvernance, ainsi que la diffusion d'une pédagogie active fondée sur le respect et la protection de la nature et la préservation du cadre de vie».

Il s'agit aussi de présenter un état des lieux de l'expérience algérienne dans le domaine de l'environnement et de poursuivre la réflexion sur les actions d'information et de sensibilisation.

«La gouvernance chez nous doit faire face à des défis environnementaux de plus en plus complexes dont la nature et l'amplitude évoluent très rapidement au gré des avancées dans le développement et les changements climatiques», dira pour sa part M. Sbia.

F.-Zohra B.